



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Bureau international  
d'éducation

UNESCO/BIE/C.66/2  
Genève, 6 décembre 2016  
Original : anglais

**SOIXANTE-SIXIÈME SESSION  
DU CONSEIL DU BUREAU INTERNATIONAL D'ÉDUCATION**

Genève, 14 – 15 décembre 2016

**RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016**





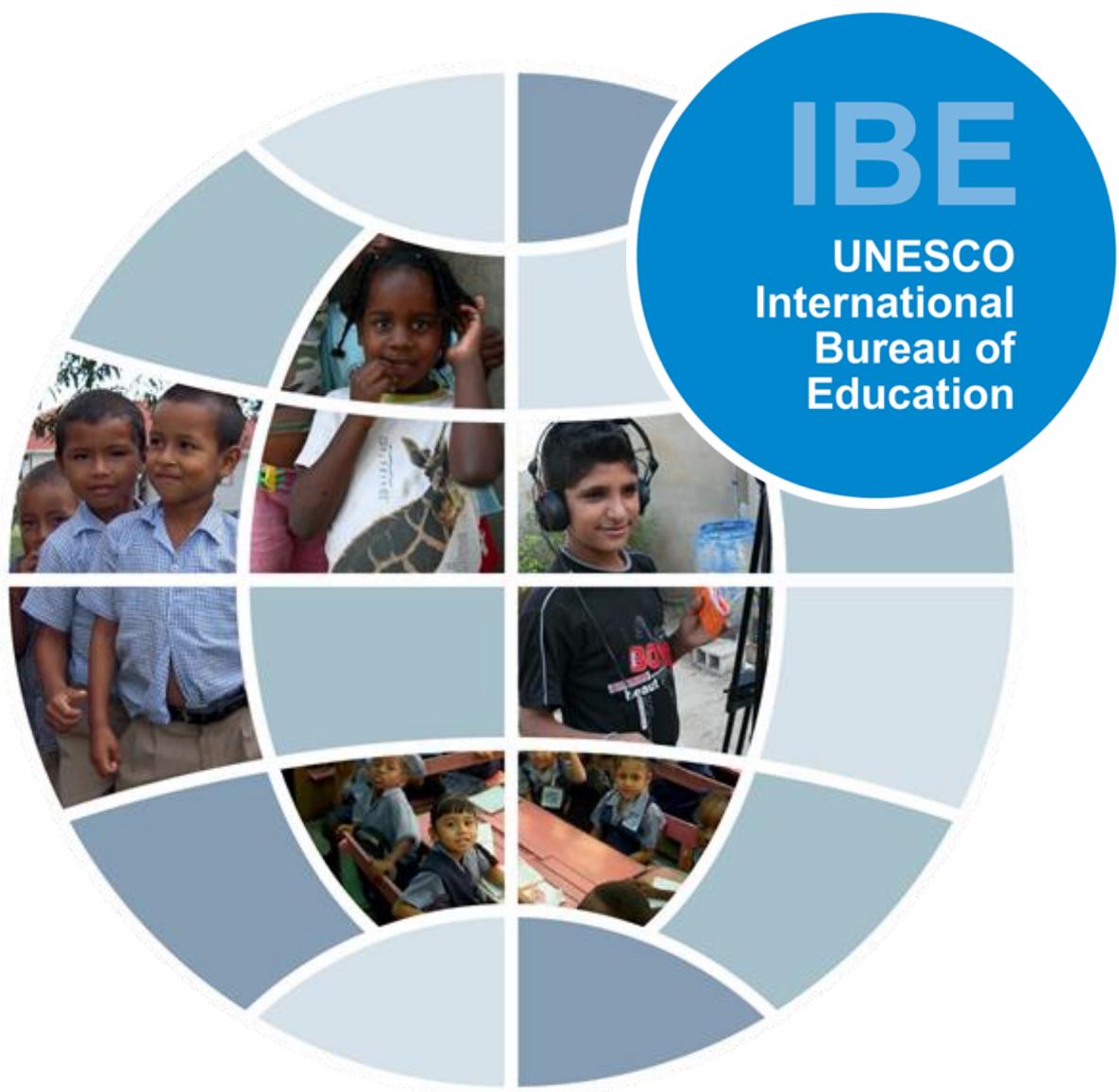
United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization



International Bureau  
of Education

## Rapport de la Directrice du Bureau international d'éducation à la 66<sup>e</sup> session du Conseil

Mise en œuvre des activités en 2016



# Table des matières

- I. Cadre de programmation
- II. Résultat escompté 1 du BIE, contribuant à l'axe d'action 1 [Résultats escomptés : 1, 5, 6 & 7] et aux axes d'action 2 et 3 [Résultat escompté 11]  
*Les capacités individuelles et institutionnelles en conception, en élaboration et en mise en œuvre de processus curriculaires de qualité sont renforcées, et les innovations et initiatives de réforme et de révision en matière de curriculum sont soutenues*
- III. Résultat escompté 1a du BIE, contribuant à l'axe d'action 1 [Résultats escomptés : 1 et 5] et à l'axe d'action 3 [Résultat escompté 11]  
*Les capacités des États membres à analyser et à éliminer les contraintes systémiques afin d'assurer de manière équitable une éducation et un apprentissage de qualité adaptés au développement sont renforcées*
- IV. Résultat escompté 2 du BIE, contribuant à l'axe d'action 3 [Résultat escompté 11]  
*Une base de connaissances solide pour éclairer des prises de décision et des pratiques fondées sur des données probantes en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation est améliorée et mise en œuvre*
- V. Conférence internationale de l'éducation
- VI. Développement institutionnel et organisationnel
- VII. Données budgétaires (à communiquer durant le Conseil du BIE)

*Annexe 1: ODD 4 et cibles*

# I. Cadre de programmation

## Introduction

Ce document présente le programme d'activités que le Bureau international d'éducation (BIE) a mis en œuvre en 2016 (dénommé ci-après le « programme ») en se fondant sur les résultats enregistrés en 2015. Le programme avait pour objectif d'appuyer l'extension de la présence du BIE sur le terrain et de renforcer son impact tout en améliorant son avance et son leadership sur le plan intellectuel dans les domaines relevant de sa compétence.

Le programme de travail de 2016 a été inspiré par plusieurs facteurs clés, dont la nécessité : i) de contribuer de manière optimale à la réalisation de l'ODD 4, de l'agenda Éducation 2030 et de 16 autres ODD, dont le succès dépend de la qualité et de la pertinence de l'éducation, ii) de contribuer efficacement à la mise en œuvre des fonctions essentielles de l'UNESCO, des documents C/4 et 38 C/5, des axes d'action et des résultats escomptés, et iii) de soutenir l'élan en faveur de l'obtention du statut de centre d'excellence mondialement reconnu en matière de curriculum et de questions associées (enseignement, apprentissage, évaluation et efficacité du système).

## Rôle central du BIE dans la réalisation des ODD

Le programme de 2016 a souligné le rôle central joué par le BIE dans la réalisation de l'ODD 4 en particulier et, par voie de conséquence, d'autres ODD. Le présent rapport démontre par conséquent comment le BIE a contribué, au cours de l'année 2016, à l'atteinte des cibles de l'ODD 4 et à l'actualisation des autres instruments d'orientation clés indiqués au paragraphe précédent. Ces progrès ont été réalisés grâce à la mise en œuvre des domaines programmatiques à moyen terme du BIE (2015-2021) décrits ci-dessous.

### Domaines programmatiques à moyen terme : Accélération des progrès vers l'obtention du statut de centre d'excellence (2015-2021)

*Innovation et leadership en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation* (Fonction normative) : vise à repenser et à repositionner le curriculum pour le placer au cœur du dialogue et des interventions sur le développement durable aux niveaux national et mondial dans le contexte de l'ODD 4 et de l'agenda Éducation 2030. Il vise aussi

à repositionner le curriculum en tant qu'outil indispensable pour mettre en œuvre les politiques sur l'apprentissage tout au long de la vie.

*Questions fondamentales et d'actualité en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation* (Fonction de laboratoire d'idées) : a pour objectif de mettre au point des principes directeurs en matière de curriculum ainsi que des prototypes dans les domaines où la demande est forte et où les États membres ont peu d'expérience et/ou dans les domaines où les États membres ne réalisent pas les progrès escomptés.

*Production et gestion de connaissances en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation* (Fonction de centre d'information et d'échanges – *Clearinghouse*) : vise à améliorer sur le fond et la forme l'accès aux connaissances fondées sur des données probantes nécessaires pour orienter la conception et le développement du curriculum, ainsi que pour l'enseignement, l'apprentissage et l'évaluation conformément aux exigences de l'agenda Éducation 2030. Concrètement, le BIE cherche à renforcer son rôle de passeur de connaissances en vue de combler les lacunes entre les connaissances produites et leur application en se centrant sur **le curriculum et la pertinence de l'éducation vis-à-vis du développement**, et sur **l'apprentissage, l'enseignement et l'évaluation**. Il améliorera également la diffusion réelle et virtuelle des connaissances fondées sur des travaux de recherche de pointe à des spécialistes ciblés.

*Renforcement systémique de la qualité et de l'adéquation au développement de l'éducation et de l'apprentissage* (Fonction de renforcement des capacités) : vise à renforcer la capacité des États membres à analyser et à éliminer les principaux obstacles qui entravent l'efficacité et l'efficience des systèmes éducatifs, facteurs clés de la mise en œuvre du curriculum. Ce domaine de programme s'inspire directement de l'esprit et de la lettre de l'ODD 4.

*Rôle de leadership dans le dialogue mondial sur le curriculum et l'apprentissage* (Fonction de leadership intellectuel) : vise à maintenir le dialogue mondial sur les implications conceptuelles et opérationnelles des ODD en général et de l'ODD 4 en particulier pour la conception et le développement des curricula nationaux et pour les résultats de ces processus. En menant ce dialogue, le BIE renfor-

cera également sa position en tant que centre d'excellence mondial en matière de curriculum et de questions associées et en tant que contributeur indispensable à la réalisation de l'ODD 4.

*Développement institutionnel et organisationnel* (Fonction de renforcement des capacités du BIE) : a pour objectif d'aider à renforcer la capacité du BIE de mettre en œuvre la stratégie visant à en faire un centre d'excellence et d'atteindre les résultats escomptés dans le secteur de l'éducation, et de contribuer au mieux à la réalisation de l'ODD 4 et de l'agenda Éducation 2030.

### Principales difficultés rencontrées en 2016

Le BIE a poursuivi ses efforts en vue de mobiliser des ressources en 2016, en ciblant les contributions volontaires des États membres plus systématiquement qu'en 2014/2015, période durant laquelle l'accent avait été mis sur les fondations et le secteur privé. Toutefois, les membres du Conseil du BIE continuent d'apporter un appui financier limité (direct ou en nature au moyen de personnel détaché) même si les activités du BIE augmentent continuellement en qualité. La diminution du soutien financier du pays hôte est tout aussi préoccupante. A cela s'ajoute un retard de près d'une année dans le versement des fonds offerts. D'autre part, la perte de la Norvège à la présidence du Conseil et en tant que contributrice volontaire a été inattendue, étant donné son engagement dans l'éducation et l'immense contribution apportée par le BIE à la qualité de l'éducation et de l'apprentissage.

Malgré ce contexte très défavorable, l'activité programmatique du BIE a considérablement progressé grâce à l'élargissement des partenariats, à des partenaires techniques de pointe et à des systèmes de recrutement novateurs. Toutefois, le manque quasi total de contributions volontaires se traduit par des flux de fonds imprévisibles, un manque d'effectifs inquiétant et un environnement difficile et destructeur pour le personnel, qui consacre de plus en plus d'énergie à l'institution alors que les contrats de travail sont toujours plus menacés. En outre, il y a eu des retards dans l'élaboration de textes normatifs essentiels et dans les activités stratégiques car les responsables de haut niveau sont forcés de consacrer du temps à des activités programmatiques en raison de la pénurie de personnel.

## II. Résultat escompté 1 du BIE, contribuant à l'axe d'action 1 [Résultats escomptés : 1, 5, 6 & 7] et aux axes d'action 2 et 3 [Résultat escompté 11]

*Les capacités individuelles et institutionnelles en conception, en élaboration et en mise en œuvre de processus curriculaires de qualité sont renforcées, et les innovations et initiatives de réforme et de révision en matière de curricula sont soutenues*

En 2016, le BIE a continué de renforcer son rôle normatif au niveau mondial en tant que centre d'excellence en matière de curriculum et de questions associées. Cela s'est traduit par un travail plus poussé d'amélioration et d'examen portant sur le changement de paradigme curriculaire présenté en vue d'une première consultation en 2015 lors du Forum mondial sur l'éducation (WEF). Par ailleurs, des instruments normatifs à l'appui de l'application du nouveau paradigme ont été formulés : i) une version avancée de projet de document sur les compétences futures qui servira de point de référence mondiale pour améliorer la pertinence des curricula vis-à-vis du développement, ii) une note d'information sur ce qui constitue un curriculum de qualité, et iii) des directives préliminaires sur la manière d'assurer la qualité des curricula.

Le BIE a également amélioré son rôle de chef de file intellectuel dans les domaines relevant de sa compétence. Une étude sur l'apprentissage des jeunes dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes a été achevée. Une analyse des effets de l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) a été entreprise à l'appui du rapport mondial de suivi sur l'éducation et des fonctions de suivi de l'ISU au niveau mondial, en ce qui concerne en particulier la cible 4.7 de l'ODD 4. La rédaction d'un ouvrage sur des pratiques prometteuses en matière de lecture et d'écriture dans les premières années de scolarité est à un stade avancé. Le BIE a également mené un dialogue à l'échelle mondiale sur de nouveaux enjeux critiques comme l'évaluation et sur l'ECM dans le cadre de la série de Réflexions en cours. Des interventions novatrices se sont poursuivies en vue de faire face à ces enjeux. Les activités se sont poursuivies dans des domaines clés comme l'EPPE, les STEM pour les filles, la lecture et l'écriture dans les premières années de scolarité et la culture et l'éducation des jeunes. Un nouveau thème a été ajouté : la prévention de l'extrémisme violent par la promotion des valeurs universelles dans les curricula.

Le renforcement de l'encadrement technique en matière de curriculum ainsi que la professionnalisation des processus curriculaires se sont poursuivis au niveau national. Cela s'est traduit par l'extension du diplôme post-licence aux fonctionnaires de rang supérieur et en milieu de carrière et l'instauration de cours débouchant sur un Master pour les États africains et arabes. En outre, la couverture géographique des programmes de formation a été élargie par la mise en place d'universités partenaires dans les États arabes et en Europe de l'Est. Une première identification d'un partenaire a été effectuée pour l'Asie centrale. Jusqu'ici, plus de 63 pays, soit un tiers des États membres de l'UNESCO, ont envoyé des agents suivre des cours dispensés par le BIE. La couverture géographique de l'appui technique du BIE aux États membres a également été élargie à 22 pays, ce qui représente 11% des États membres de l'UNESCO.

Activités et progrès réalisés	Impact	Risques	Atténuation des risques
<p><b>1. Renforcer le rôle normatif du BIE en tant que centre d'excellence en matière de curriculum et de questions associées en mettant au point et partageant des instruments appropriés (conformément aux cibles 4.1 et 4.7 et au moyen de mise en œuvre visé au paragraphe 4.c de l'ODD 4)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un projet de changement de paradigme dans le curriculum a été établi dans sa forme quasi définitive et sera prêt pour consultations avec le Réseau mondial du curriculum et d'autres parties prenantes clés au début de 2017 ;</li> <li>• Un document d'information sur ce que constitue un curriculum de qualité a été établi et diffusé pour examen ;</li> <li>• Des directives préliminaires sur la manière d'assurer la qualité des curricula ont été élaborées. Un projet de prototype pour un cadre curriculaire national a été établi et fait actuellement l'objet d'un examen par les pairs ;</li> <li>• Un projet de document avancé sur les compétences futures devant servir de point de référence mondiale pour la conception et l'élaboration du curriculum a été préparé. Ce document donne aussi des indications sur la façon d'enseigner et d'évaluer ces compétences.</li> </ul> <p><b>2. Améliorer le rôle de chef de file intellectuel du BIE au niveau mondial en tant que centre d'excellence en matière de curriculum et de questions associées (conformément aux cibles 4.1 et 4.7 et au moyen de mise en œuvre visé au paragraphe 4.c de l'ODD 4)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Six réflexions en cours sur les principaux enjeux actuels en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation ont été publiées (en ligne), diffusées et examinées par le biais du blog : i) Qu'est-ce qui fait un curriculum de qualité ? (en anglais, français, espagnol) ; ii) Partage de l'expérience malaisienne concernant la participation des filles à la formation aux STEM (en anglais, français et espagnol) ; iii) Un cadre conceptuel pour l'évaluation des compétences (en anglais, français et espagnol) ; iv) Dix observations sur les systèmes d'évaluation de l'apprentissage (en anglais, français et espagnol) ; v) Suivi mondial de la cible 4.7 : thèmes des cadres curriculaires nationaux (en anglais) ; vi) Contenu, globalité et cohérence des politiques relatives à la petite enfance : comment le curriculum y contribue-t-il ? (en anglais, français et espagnol).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'impact de ce travail normatif n'est pas encore évident car les consultations avec les principaux acteurs et la recherche d'un consensus n'ont pas encore commencé.</li> <li>• Le blog sur les réflexions en cours sur les principaux enjeux actuels en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation a continué de stimuler la réflexion intellectuelle souhaitée. En 2016, un total de 7214 lectures et de 4749 visites ont été enregistrées, avec une moyenne de 34 visiteurs par jour. Le blog et les documents sont consultables en anglais, français et espagnol, ce qui augmente leur portée et leur impact parmi les praticiens ;</li> <li>• Les réflexions en cours ont été postées et/ou citées par des ministères de l'éducation, des universités, des organisations de la famille des Nations Unies, la société civile, des ONG. et des réseaux internationaux. Les références ont porté essentiellement sur un pays ou une région (surtout l'Amérique latine et l'Asie) ;</li> <li>• Le blog a amélioré la visibilité des activités du BIE parmi les États membres, le personnel du secteur de l'éducation de l'UNESCO, les commissions nationales et d'autres experts et partenaires en encourageant le dialogue mondial sur le curriculum, l'apprentissage et l'évaluation par le biais de la plateforme en ligne ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les pénuries de personnel ont sérieusement entravé la réalisation des progrès prévus concernant la finalisation du document et le lancement de consultations à son sujet.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un consultant de niveau intermédiaire a été engagé pour préparer un second projet sous l'étroite supervision de la Directrice, laquelle devait encore affiner le projet ;</li> <li>• Ce risque persistera si la situation du BIE en matière de finances et de personnel n'évolue pas.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les États membres commencent à utiliser les documents normatifs du BIE pour élaborer leurs curricula et en assurer la qualité, essentiellement ce qui concerne les processus de réforme et de développement curriculaire dans l'enseignement de base et l'enseignement secondaire (Afghanistan et Kenya).</li> </ul>		
<p><b>3. Renforcer les réseaux et les partenariats mondiaux pour le curriculum et l'apprentissage (conformément aux sept cibles et au moyen de mise en œuvre visé au paragraphe 4.c de l'ODD 4)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Réseau mondial du curriculum (GCN : acronyme anglais) a été lancé et son mandat a été diffusé et approuvé par ses membres. Au 07/11/2016, ce réseau couvrait 127 pays : 14 pays arabes, 15 pays d'Europe centrale et orientale, 6 d'Asie centrale, 20 d'Asie de l'Est et du Pacifique, 17 d'Amérique latine et des Caraïbes, 21 d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, 8 d'Asie du Sud et de l'Ouest et 26 d'Afrique subsaharienne ;</li> <li>• 14 bourses de recherche sur les innovations curriculaires aux divers niveaux du système éducatif ont été attribuées à d'anciens étudiants diplômés, neuf en Afrique et cinq en Amérique latine et aux Caraïbes. Les résultats des travaux de recherche ont été présentés à la session présentielle organisée dans le cadre du Diplôme dans les États arabes (voir Activité 6 du point II).</li> <li>• La communauté de pratique s'est centrée sur la diffusion d'alertes et de documents connexes du BIE (voir Activité 2 du point IV).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le GCN augmente la visibilité du BIE dans les régions. Toutefois, en raison de la pénurie de personnel, une interaction substantielle reste à engager.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Il y a toujours un risque de perte d'intérêt, voire de réputation lorsqu'un réseau est laissé en sommeil après avoir été lancé.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ce risque ne peut être atténué que si la situation financière et en matière d'effectifs du BIE évolue pour faire face à sa charge de travail.</li> </ul>

#### 4. Améliorer la qualité de la formation du Diplôme post-licence en conception et développement du curriculum (conformément à la cible 4.1 et au moyen de mise en œuvre visé au paragraphe 4.c de l'ODD 4)

- Les sessions de formation en face à face et en ligne du Diplôme/Master pour les régions Afrique et Amérique latine et Caraïbes ont été actualisées. De même, les programmes du Diplôme pour les États arabes et du certificat pour l'Europe centrale et orientale et l'Asie centrale ont été conçus à la lumière de l'ODD 4 - Éducation 2030 et le changement de paradigme curriculaire ;
- La version espagnole de la banque de ressources curriculaires a été mise à jour en vue d'élargir les perspectives comparatives internationales et d'intégrer des modules thématiques sur les principaux enjeux actuels concernant le curriculum. La version anglaise est en cours d'élaboration ;
- Dans le cadre des programmes pour l'Afrique, les États arabes, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe centrale et orientale et l'Asie centrale, la formation des animateurs et des tuteurs a porté sur la banque de ressources curriculaires, les plans d'étude et un répertoire d'approches et d'outils pédagogiques et d'évaluation destinés à appuyer les sessions en face à face et en ligne ;
- Trois études d'évaluation du Diplôme ont été réalisées : i) un suivi de l'impact sur les élèves des promotions 2010 à 2014 du Diplôme en Afrique et en Amérique latine et aux Caraïbes ; ii) des rapports d'évaluation finals et externes sur les promotions 2013 à 2015 du Diplôme en Afrique et en Amérique latine et aux Caraïbes à l'intention du donateur (Prix Hamdan) ; iii) un résumé d'évaluation complet portant sur les promotions 2010 à 2016 du Diplôme dans ces mêmes régions.

- Les résultats du suivi de l'impact des cours en Afrique et en Amérique latine et aux Caraïbes entre 2010 et 2014 ont montré que le programme du Diplôme permet d'acquérir des compétences techniques (promotion professionnelle) et des capacités globales en matière de changement de politiques, de renouvellement du curriculum et de perfectionnement professionnel ;
- Exemples du large impact du Diplôme : i) des diplômés assument davantage de responsabilités et/ou sont nommés à des postes de directeur ou de chef de département dans des centres nationaux de développement du curriculum (Bénin, Burundi, Équateur, Éthiopie, Gambie, Haïti, Niger, Pérou, Ouganda, République dominicaine, Sénégal, Soudan du Sud et Uruguay et au sein de l'UNESCO) ; ii) des diplômés soutiennent les réformes curriculaires/rédigent les plans d'étude (Burundi, Niger, Ouganda et Soudan du Sud) ; iii) des diplômés sont recrutés dans des universités pour enseigner le développement curriculaire ou y apporter leur appui (Burundi, Costa Rica, Ouganda et République dominicaine) ; iv) des diplômés sont parrainés par leurs employeurs pour poursuivre leurs études au niveau master ou doctorat dans des domaines liés au curriculum dans le cadre de leur perfectionnement professionnel (Burundi, Niger, Ouganda, Pérou, Soudan du Sud, Swaziland et Tanzanie) ; v) le personnel de l'UNESCO dans les instituts et les bureaux hors siège chargé de la mise en œuvre du projet de diplôme a acquis de l'expérience et s'est perfectionné (10 personnes formées) grâce au Diplôme et a apporté son expertise aux États membres ; vi) dans les pays bénéficiaires, de nouvelles perspectives sont créées quant à l'influence du curriculum sur les réformes des politiques éducatives pour promouvoir l'éducation et le curriculum inclusifs (Colombie, Pérou, Seychelles et Tanzanie) ; vii) on encourage les débats, la compréhension et la collaboration afin de réduire les écarts entre les politiques éducatives, les réformes curriculaires, la formation des

- Faible taux d'achèvement de la formation en raison de la charge de travail des participants.

- L'amélioration continue des compétences pédagogiques des animateurs, tuteurs et coordinateurs du Diplôme ainsi qu'une meilleure souplesse dans le mode hybride d'apprentissage ont permis d'obtenir des taux de réussite assez élevés : 87% en Afrique et 68% en Amérique latine et aux Caraïbes ; ces actions visant à atténuer les risques seront donc poursuivies.

<p><b>5. Revaloriser le Diplôme au niveau Master (conformément à la cible 4.1 et aux moyens de mise en œuvre visés aux paragraphes 4.b et 4.c de l'ODD 4)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le premier Master en conception et développement du curriculum pour la région Afrique a été lancé en juillet 2016, en partenariat avec la Section pour la formation des enseignants (ED/ESC/TED) au Siège de l'UNESCO, l'Université ouverte de Tanzanie (OUT) et l'Internationale de l'éducation. 54 participants de neuf pays africains - Burundi, Niger, Ouganda, Rwanda, Soudan du Sud, Swaziland, Tanzanie, Togo et Zambie – ont suivi la session présentielle. La session en ligne est en cours.</li> </ul>	<p>enseignants et les pratiques en classe ; et viii) des synergies efficaces sont créées avec d'autres programmes de l'UNESCO tels que CapEFA, ainsi que des fonds en dépôt chinois pour les enseignants, contribuant ainsi à la réalisation des résultats escomptés pour les enseignants à l'échelle mondiale (38C/5) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>92,5% des participants se sont déclarés dans l'ensemble satisfaits de la session en face à face de 2016 du master/diplôme (88% en Afrique et 100% en Amérique latine et aux Caraïbes).</li> <li>La visibilité, la réputation et la valeur ajoutée du BIE s'améliorent. Le Master pour la région Afrique est le seul diplôme offert en Afrique de l'Est dans le domaine du curriculum ;</li> <li>En 2016, le nombre de candidats (plus de 100) et de participants (plus de 50) au Master pour l'Afrique démontre que le BIE est capable de répondre à la demande de développement des capacités dans le domaine du curriculum.</li> </ul>		
<p><b>6. Fournir une assistance technique sur mesure en fonction des besoins des pays identifiés par les autorités nationales ou les anciens étudiants (interventions post-formation, conformément aux cibles 4.1, 4.3, 4.5, 4.6 et 4.7 et au moyen de mise en œuvre visé au paragraphe 4.c de l'ODD 4)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une proposition relative au curriculum et à la formation des enseignants est incluse dans les plans d'analyse et de développement du Secteur de l'éducation de la Tanzanie 2016-2025 réalisés en partenariat avec le Siège de l'UNESCO, l'IIEP et le Bureau de Dar-es-Salaam ;</li> <li>Une proposition détaillée de réforme du curriculum national en Afghanistan, comprenant une analyse de situation, un dialogue politique/technique avec les parties prenantes et des conseils de terrain, a été élaborée en partenariat avec le Ministère de l'éducation et le Bureau de Kaboul de l'UNESCO. La proposition de réforme curriculaire a été intégrée dans le plan pour une stratégie nationale d'éducation pour 2017-2021 en Afghanistan. Par ailleurs, la pertinence de la réforme du curriculum a été soulignée dans la nouvelle stratégie afghane pour la paix et le développement présentée officiellement par le Président de l'Afghanistan à la Conférence de Bruxelles sur l'Afghanistan (5/10/2016) ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La reconnaissance du BIE en tant que centre d'excellence et la pertinence de son assistance technique continuent de se renforcer comme l'atteste l'augmentation de la demande de la part des États membres (22 pays des régions Afrique, États arabes, et Amérique latine et Caraïbes reçoivent une aide dans une grande variété de domaines).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le BIE va bientôt être victime de son succès car la demande dépasse déjà largement les ressources humaines dont il dispose.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des mécanismes novateurs de dotation en personnel bénéficieront d'un soutien, mais il importe de noter que ces mesures d'atténuation des risques ne sont ni durables ni optimales.</li> </ul>

- Un dialogue politique et trois formations - réunissant 70 spécialistes du domaine du curriculum, 29 formateurs d'enseignants et 53 éditeurs - ont été mis en place concernant une réforme du curriculum fondé sur les compétences et le processus de développement curriculaire dans l'éducation de base et l'enseignement secondaire en partenariat avec le Ministère de l'éducation, de la science et de la technologie, l'Institut kényan du développement du curriculum (KICD) et le Bureau de Nairobi ;
- Un ensemble d'activités comprenant un dialogue politique, le développement des capacités, des produits du savoir et de la formation et des conseils de terrain sur la formation aux STEM ont été mises en œuvre au Cambodge, au Kenya, au Nigéria et au Vietnam avec l'appui du fonds en dépôt Malaisie/UNESCO. Au Cambodge, la première politique relative aux STEM a été approuvée par le Ministère de l'éducation et examinée et validée par des acteurs clés. De plus, des directives curriculaires et pédagogiques ont été élaborées à l'appui de la mise en œuvre de la politique sur les STEM. Au Kenya, la question de l'égalité des sexes a été incluse dans la politique relative aux sciences, aux technologies et à l'innovation, et un nouveau cadre curriculaire reconnaissant les filières STEM a été approuvé. Par ailleurs, des outils pour la collecte de données sur la participation des femmes à la formation aux STEM ont été élaborés par et pour l'Institut kényan du développement du curriculum (KICD). Au Nigéria, l'analyse situationnelle et la feuille de route recensant les domaines prioritaires appelant une intervention nationale ont été examinées et approuvées par les acteurs clés. Au Vietnam, la feuille de route identifiant trois domaines prioritaires nécessitant d'autres mesures ainsi que la proposition faite par une partie prenante d'organiser une consultation et un atelier sur le dialogue politique ont été examinées et approuvées par les acteurs clés ;
- En ce qui concerne les activités entre pays, la Réflexion en cours n° 3 « Partage de l'expérience malaisienne concernant la participation des filles à la formation aux STEM » a été publiée en mai 2016 (en anglais, français et espagnol) en vue de contribuer à l'élaboration de politiques en matière de STEM dans les quatre pays. Une communauté de praticiens des STEM regroupant des acteurs clés de ces pays a été constituée avec l'appui du Ministère de l'éducation malaisien. Les points focaux de chacun de ces pays ont participé à un atelier de développement des capacités (Penang, Malaisie, 26-30/9/2016) afin d'appuyer l'élaboration d'une banque de ressources destinée à une formation aux STEM susceptible de transformer les attitudes vis-à-vis des femmes. Le projet de banque de ressources en anglais est en cours d'élaboration.
- Le BIE a apporté un appui technique à 22 pays dans une grande variété de domaines :  
 Évaluation – Gabon  
 Processus de réforme curriculaire - Afghanistan, Inde, Kenya et Tanzanie  
 Processus curriculaires fondés sur les compétences - Azerbaïdjan, Costa Rica, Oman, Seychelles et Swaziland  
 Apprentissage précoce de la lecture - Burkina Faso, Niger et Sénégal  
 EPPE - Afrique du Sud, Cameroun, Oman, Seychelles et Swaziland  
 TIC – Inde, Seychelles et Swaziland (et transmission du savoir entre pairs parmi 15 pays)  
 ECM - Cambodge, Colombie, Mongolie et Ouganda  
 Formation aux STEM - Cambodge, Kenya, Malaisie et Vietnam  
 Perfectionnement professionnel des enseignants – Gabon et Oman

**7. Maintenir et élargir la couverture géographique du Diplôme (conformément à la cible 4.1 et aux moyens de mise en œuvre visés aux paragraphes 4.b et 4.c de l'ODD 4)**

- La cinquième édition du Diplôme pour la région Afrique et la première édition du Master pour cette même région - session en face à face 25/7-5/8/2016, 54 participants venus de 9 pays, sous les auspices de l'Université ouverte de Tanzanie (OUT) à Dar-es-Salaam (Tanzanie) – ont été mises en œuvre. Il en a été de même de la septième édition du Diplôme pour la région Amérique latine et Caraïbes – session en face à face 29/8-9/9/2016, 34 participants venus de 9 pays, sous les auspices de l'Université catholique d'Uruguay (UCU), à Montevideo (Uruguay). Les sessions en ligne sont en cours dans ces deux régions ;
- La première édition du Diplôme pour les États arabes a été lancée – session en face à face 4/12-15/12/2016, sous les auspices de la Hamdan Bin Mohammed Smart University (HBMSU) à Dubaï (Émirats arabes unis) – en partenariat avec ED/ESC/TED et la HBMSU. Un ensemble complet de matériels didactiques a été préparé en arabe pour le cours, qui se déroule dans cette langue. La session en ligne est en cours;
- Un Certificat en développement curriculaire pour l'Europe centrale et orientale et l'Asie centrale a été lancé en complément d'un Master existant en gestion de l'éducation organisé par l'Université Vytautas Magnus (VMU) à Kaunas (Lituanie) – session en face à face 28-30/11/2016. Par ailleurs, le dialogue progresse avec le Ministère de l'éducation d'Azerbaïdjan et l'ADA University en vue de couvrir davantage l'Europe et l'Asie.

- Accroissement de la visibilité du BIE dans les régions grâce aux programmes de formation.

- Flux de fonds imprévisibles à destination des universités partenaires pour appuyer des programmes menés en collaboration avec le BIE.

- Élaborer des propositions régionales pour soutenir la formation en matière de curriculum, par exemple dans le cadre du programme Erasmus+AC2 de renforcement des capacités dans le domaine de l'enseignement supérieur, en partenariat avec l'Université Vytautas Magnus (VMU) ;
- Continuer à fournir des bourses provenant notamment du Hamdan Award Board of Trustees, de l'OFID, du Siège et des bureaux hors siège de l'UNESCO et des partenaires bilatéraux et multilatéraux du développement.

**8. Renforcer la capacité des États membres à concevoir et à développer des curricula en lecture dans les premières années du primaire (conformément aux cibles 4.1, 4.6 et 4.7 et au moyen de mise en œuvre visé au paragraphe 4.c de l'ODD 4)**

Mise en œuvre de la dernière année du projet de trois ans intitulé *Améliorer les acquis de la lecture dans les trois premières années du primaire* (2013-16) financé par le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) afin d'appuyer les efforts du Burkina Faso, du Niger et du Sénégal pour améliorer les niveaux de lecture et d'écriture des élèves dans les trois premières années de l'enseignement primaire.

- Une assistance technique a été fournie aux ministères de l'éducation comme suit :
  - i) des ateliers de développement des capacités ont été mis en place à l'intention des concepteurs de curriculum, des formateurs d'enseignants, des chefs d'établissement et des enseignants pour qu'ils apprennent à améliorer les méthodes d'enseignement et d'apprentissage de la lecture et de l'écriture (12 ateliers au Niger, 12 au Burkina Faso et 8 au Sénégal) ;
  - ii) un ensemble de documents curriculaires ainsi qu'un guide pédagogique et une boîte à outils destinée aux enseignants ont été élaborés au Burkina Faso. Deux modules de formation pédagogique sur l'enseignement de la lecture et de l'écriture et un guide correspondant destiné aux praticiens pour leur permettre de traduire les nouveaux contenus de formation en pratiques éducatives ont été élaborés pour le Niger. De même, des orientations nationales sur l'enseignement de la lecture et de l'écriture du français en tant que deuxième langue et un module de formation sur l'enseignement et l'apprentissage de la lecture et

- Les consultations ont continué de se renforcer pour permettre le partage des connaissances et consolider une nouvelle conception de la lecture et de l'écriture dans les premières années du primaire. Preuve en est la validation nationale des nouveaux documents curriculaires sur la lecture et l'écriture au Burkina Faso, au Sénégal et au Niger qui incarnent une nouvelle vision de ce que l'apprentissage de la lecture et de l'écriture signifie ;
- La base de connaissances sur l'enseignement et l'apprentissage de la lecture et de l'écriture et sur l'alignement curriculaire s'est étoffée et améliorée dans les trois ministères ;
- La capacité de former plus efficacement les futurs enseignants s'est améliorée dans les centres de formation des enseignants des trois pays grâce à des activités intensives de développement des capacités ;

- Il peut être compliqué de poursuivre les réformes à la fin du projet.

- Maintenir le contact avec les autorités et le personnel nouvellement nommés dans les ministères de l'éducation et les tenir informés au sujet du projet ;
- Le gouvernement du Sénégal alloue des ressources et utilise les outils du projet pour entreprendre la phase expérimentale

- de l'écriture destiné aux formateurs d'enseignants ont été élaborés pour le Sénégal ;
- iii) trois dossiers de formation destinés aux formateurs d'enseignants et aux superviseurs pour qu'ils apprennent à enseigner la lecture et l'écriture dans les trois premières années du primaire ont été élaborés pour le Burkina Faso et le Sénégal ;
- iv) la nouvelle approche curriculaire de l'enseignement de la lecture et de l'écriture au cours des premières années du primaire dans les instituts de formation initiale et continue a été testée au Burkina Faso, Niger et au Sénégal.

- La version française de l'étude sur l'identification des facteurs jouant un rôle capital dans l'amélioration des programmes de lecture au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal a été établie. La publication de la version française en ligne et de la version anglaise imprimée et en ligne est prévue pour le début de 2017 ;
- Le manuscrit d'un ouvrage consacré à des questions liées à l'enseignement et à l'apprentissage de la lecture dans une perspective comparative internationale et mettant l'accent sur le partage des leçons tirées des trois études de cas de projets nationaux est en cours de préparation. Sa publication est prévue pour le début de 2017 ;
- Les préparatifs d'une conférence internationale sur les approches et stratégies de lecture et d'écriture dans les premières années de scolarité qui engageront les trois ministères de l'éducation et dont l'objectif sera de réfléchir sur ce que les pays devraient envisager à l'avenir pour soutenir et améliorer leurs projets ont bien progressé, et la conférence sera organisée par le Burkina Faso (17-19 janvier 2017, environ 80 participants).

- La pratique de l'enseignement et de l'apprentissage dans les premières années du primaire est améliorée grâce au développement des capacités et à l'existence d'outils spécifiques permettant de nouvelles méthodes d'enseignement dans les trois pays ;
- De nouvelles orientations curriculaires pour l'enseignement et l'apprentissage de la lecture et de l'écriture alignées sur le curriculum en matière de formation pédagogique et sur les pratiques de lecture commencent à prendre racine.

#### 9. Renforcer la capacité des États membres à concevoir et développer des curricula en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) (conformément à la cible 4.7 de l'ODD 4)

- La première phase du projet d'accord avec le Centre Asie-Pacifique d'éducation pour la compréhension internationale (APCEIU) de l'UNESCO a été mise en œuvre. Il s'agit d'intégrer l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) dans le système éducatif, les curricula et la formation des enseignants au Cambodge, en Colombie, en Mongolie et en Ouganda. L'analyse de la situation du curriculum envisagé et mis en œuvre au regard de l'ECM a été effectuée dans les quatre pays. Un atelier sur les résultats de l'analyse de la situation, auquel ont participé les points focaux des quatre pays, s'est tenu dans les locaux du BIE (8-10/11/2016). Des directives portant sur l'élaboration de curricula scolaires, les stratégies pédagogiques et la formation des enseignants dans le domaine de l'ECM sont en cours d'élaboration. Des discussions sont en cours avec l'APCEIU au sujet de la seconde phase (intervention dans les pays) ;
- Trois études ont été menées en vue de dresser un tableau préliminaire bien étayé de la présence des concepts et principes d'ECM dans les documents curriculaires nationaux et d'apporter une première contribution au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre de la cible 4.7 de l'ODD 4 : i) l'étude de ED/GEMR-BIE « Suivi mondial de l'objectif 4.7 : Thèmes des cadres curriculaires nationaux » (*Global Monitoring of Target 4.7: Themes in National Curriculum Frameworks*, anglais seulement) ; ii) l'analyse comparative menée par APCEIU/UNESCO-BIE concernant les concepts relatifs à la citoyenneté mondiale inclus dans les directives curriculaires de dix pays (*Global Citizenship*

- Le BIE est reconnu en tant que partenaire spécialisé dans des matières liées non seulement au curriculum, mais aussi au suivi mondial de l'ODD 4. Les partenariats techniques avec le Rapport mondial de suivi sur l'éducation, l'APCEIU, le Siège de l'UNESCO et le MGIEP se renforcent et se centrent sur la mise en œuvre et le suivi de la cible 4.7 ;
- L'accès aux enseignements tirés de l'expérience et aux pratiques efficaces en matière d'ECM s'améliore en fournissant une base d'analyses comparatives aux niveaux régional et international.

- Des partenariats financés avec réticence tels que celui qui concerne l'APCEIU et le Siège risquent de donner un surcroît de travail au BIE sans pour autant résoudre ses problèmes financiers.

- Renégocier le cadre financier avec tous ces partenaires ou abandonner le travail.

*Concepts in Curriculum Guidelines of 10 countries : Comparative Analysis*, anglais seulement) ; iii) l'Institut Mahatma Gandhi d'éducation pour la paix et le développement (MGIEP), le Bureau de l'UNESCO Bangkok et le BIE-UNESCO réalisent une étude (travail sur le terrain achevé) pour déterminer dans quelle mesure l'éducation en vue du développement durable (EDD) et l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) sont intégrées dans les politiques et les programmes nationaux de 19 pays d'Asie et du Pacifique, l'accent étant mis en particulier sur les matières de base – mathématiques, sciences, langues et études sociales – aux niveaux primaire et secondaire

**10. Renforcer les capacités des États membres à concevoir et développer des programmes holistiques d'éducation et de protection de la petite enfance (EPPE) (conformément à la cible 4.2 de l'ODD 4)**

- Le document de discussion intitulé « Contenu, globalité et cohérence des politiques relatives à la petite enfance : comment le curriculum y contribue-t-il ? » (en anglais, français et espagnol) a été publié dans la série de réflexions en cours sur les principaux enjeux actuels en matière de curriculum, d'apprentissage et d'évaluation ;
- Le développement des programmes et les plans d'action destinés à renforcer les systèmes d'EPPE au Cameroun, aux Seychelles et au Swaziland ont été menés à bien. L'élaboration d'un plan pour l'Afrique du Sud est en cours ;
- Les Seychelles ont été désignées comme pôle de bonnes pratiques du BIE en matière d'EPPE. Ses leçons de pratique sont étudiées en détail pour être présentées dans les plates-formes du BIE sous forme notamment de documentaires vidéo ;
- Des ressources ont été mobilisées pour apporter un appui aux programmes d'EPPE en Inde, au Swaziland, au Cameroun et en Égypte en 2017 et 2018.

- Des pays sont dotés d'une grande capacité de développer et gérer des programmes d'EPPE, le premier exemple étant les Seychelles, maintenant capables de fournir un appui technique à d'autres pays (Cameroun par exemple) et s'affirment comme coordinateur et pôle de bonnes pratiques en matière d'EPPE à l'échelle mondiale ;
- La pratique de l'apprentissage par les pairs s'instaure sérieusement ;
- Une collaboration Sud/Sud et Sud/Nord s'instaure sérieusement, des pays décidant de relever les défis communs à leur région et d'apprendre les uns des autres.

- Les pays n'ayant pas encore obtenu de fonds pour assurer le suivi risquent de perdre leur dynamique

- Soutenir les processus nationaux pour permettre aux pays d'intégrer les plans élaborés par eux dans les plans et programmes sectoriels pertinents afin d'en assurer la pérennité

**11. Renforcer les capacités des États membres à concevoir et développer des curricula inclusifs (conformément à la cible 4.5 de l'ODD 4)**

- La banque de ressources du BIE intitulée *Reaching ou to All Learners: A Resource Pack for Supporting Inclusive Education* (Atteindre tous les apprenants : Banque de ressources à l'appui de l'éducation inclusive) a été publiée et diffusée dans différentes langues pour aider les États membres à faire en sorte que leurs systèmes éducatifs en général et leurs curricula en particulier soient équitables et inclusifs, conformément à l'ODD 4 - Éducation 2030 : i) elle a été examinée et validée par des praticiens (enseignants du primaire et du secondaire) à Monterrey au Mexique (en espagnol) ; et ii) un contrat de coédition entre le BIE et la Société pour la planification de l'enseignement public a été établi en vue de la traduction et de la publication de la banque de ressources en japonais (publication prévue pour mars 2017) ;
- La version actualisée des Principes directeurs pour l'inclusion et l'équité dans l'éducation de l'UNESCO a été préparée par le BIE et ED/IPS/IGE. La version anglaise a été validée par des examens par les pairs et lors de la Réunion consultative d'experts sur l'inclusion dans l'éducation tenue les 23 et 24 mai 2016 au siège de l'UNESCO et organisée par le BIE et ED/IPS/IGE. Les traductions espagnole et française du texte validé sont en cours, comme le sont

- Le leadership intellectuel du BIE dans le domaine de l'éducation inclusive est bien ancré et se développe géographiquement ;
- Le partenariat technique avec la Section Éducation pour l'inclusion et égalité des genres (ED/IPS/IGE) de même que la reconnaissance mutuelle sont solidement établis

- Les pénuries de personnel limiteront la mesure dans laquelle le BIE peut apporter aux États membres le soutien dont ils ont le plus grand besoin pour faire de l'équité et l'inclusion dans et par l'éducation une réalité pour tous

- Discuter de la possibilité d'une assistance technique remboursable avec les pays ayant besoin d'un soutien

<p>également les préparatifs en vue de publier les principes directeurs en tant que document normatif de l'UNESCO ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Des propositions de caractère curriculaire et pédagogique ont été débattues avec le Ministère de l'éducation du Panama et le personnel du Bureau de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur la question des élèves exclus de l'enseignement secondaire.</li> </ul>			
<p><b>12. Renforcer les capacités des États membres à concevoir et développer des curricula fondés sur des approches par compétences (conformément à la cible 4.1 de l'ODD 4)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le BIE a collaboré avec l'OCDE au sujet de l'initiative « L'avenir de l'éducation et des compétences ; l'agenda Éducation 2030 et l'OCDE », comprenant notamment la création d'un cadre conceptuel pour l'analyse curriculaire, un glossaire sur le curriculum et un questionnaire sur une refonte du curriculum ;</li> <li>La publication en ligne de la version espagnole du document de l'OCDE <i>The Nature of Learning: Using Research to Inspire Practice</i> (La nature de l'apprentissage : Utiliser la recherche pour inspirer la pratique) a été coordonnée par le BIE en consultation avec l'OCDE et le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'UNICEF. Elle a été lancée dans le cadre de la session présentielle du Diplôme tenue dans cette région, où le document est actuellement diffusé et examiné;</li> <li>Une assistance technique pour la réorientation des curricula nationaux vers une approche par compétences a été fournie à l'Azerbaïdjan, au Kenya, aux Seychelles et au Swaziland, et un appui analogue est prévu pour Oman en décembre ;</li> <li>Un projet avancé de document de référence mondial sur les compétences futures a été élaboré (voir la section sur le leadership intellectuel) ;</li> <li>L'ISU-BIE a signé un mémorandum d'accord concernant le suivi des cibles de l'ODD 4. Un travail de recensement est en cours pour ce qui est du contenu des évaluations nationales et internationales en matière de lecture et de mathématiques (cible 4.1).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le rôle du BIE en tant que centre d'excellence et institution normative est clairement en train de se mettre en place ;</li> <li>Renforcement de la capacité des États membres à concevoir, mettre en œuvre et évaluer des curricula fondés sur les compétences ;</li> <li>Meilleure clarté conceptuelle de l'éducation fondée sur les compétences.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Il peut être politiquement délicat et techniquement complexe de parvenir à un consensus sur des normes et règles curriculaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>D'importants investissements seront faits en vue de consulter tous les acteurs clés tout au long du processus de formulation, d'adoption et d'utilisation des normes et règles proposées.</li> </ul>
<p><b>13. Renforcer les capacités des États membres à concevoir et développer des politiques et des curricula pour l'éducation des jeunes (conformément à la cible 4.4 de l'ODD 4)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Une étude sur la culture et l'éducation des jeunes axée sur leur désengagement a été effectuée conjointement avec ED/ESC/PCR et l'IIIEP-Buenos Aires. Elle devrait être publiée à la fin de décembre. Les conclusions de l'étude sur l'éducation des jeunes ont été introduites dans les sessions en face à face en ligne du Diplôme/Master. La deuxième phase de l'étude sur l'Amérique latine et les Caraïbes est en cours concernant le renforcement du lien entre la production de connaissances et les politiques d'éducation inclusive ;</li> <li>Des projets de propositions sont actuellement examinés avec ED/ESC/PCR au sujet de l'élargissement des études sur l'éducation des jeunes aux États arabes et à l'Asie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Pas encore évident. Des produits seulement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le financement destiné à élargir la recherche à d'autres régions peut ne pas être disponible</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Maintenir la mobilisation de ressources provenant d'entités qui appuient les programmes pour la jeunesse dans des régions ciblées</li> </ul>

### III. Résultat escompté 1a du BIE, contribuant à l'axe d'action 1 [Résultats escomptés : 1 & 5] et à l'axe d'action 3 [Résultat escompté 11]

*Les capacités des États membres à analyser et à éliminer les contraintes systémiques afin d'assurer de manière équitable une éducation et un apprentissage de qualité adaptés au développement sont renforcées*

Ce domaine programmatique est en étroite corrélation avec l'esprit et la lettre de l'ODD 4. C'est pourquoi le BIE a déjà une longueur d'avance pour ce qui est d'offrir aux États membres l'assistance technique dont ils ont besoin pour atteindre l'ODD 4.

Le BIE a intégré ce domaine programmatique dans son programme de travail en 2015, reconnaissant qu'une mise en œuvre efficace et influente du curriculum dépend du fonctionnement efficace d'autres segments du système éducatif. Le curriculum étant étroitement lié à la plupart, si ce n'est l'ensemble, des éléments fondamentaux du système éducatif, l'efficacité d'un curriculum même solide peut donc être sérieusement réduite par : le manque d'enseignants qualifiés capables de le dispenser ; un environnement physique de l'enseignement et de l'apprentissage inadapté à la réalisation de ces derniers ; un système d'évaluation qui ne permet pas d'évaluer les éléments contenus dans le curriculum ; des circonstances psychosociales qui rendent inefficace l'apprentissage des apprenants ; une pédagogie et des processus d'apprentissage inefficaces et d'autres éléments encore. Pour que le curriculum favorise réellement une éducation de qualité et un apprentissage efficace adaptés au développement, il doit s'inscrire dans un système éducatif qui fonctionne correctement.

En 2016, le BIE a aidé six États membres à mettre en place des interventions pour éliminer les contraintes systémiques qui les empêchent d'assurer, de manière équitable et en utilisant efficacement les ressources dont ils disposent, une éducation pertinente et de qualité, contraintes qui avaient identifiées en 2014-2015. Des travaux préliminaires ont été engagés dans deux autres pays en vue de mettre au point des interventions efficaces. En outre, le BIE a conçu des programmes de développement des capacités à l'intention des responsables techniques de haut niveau des ministères de l'éducation pour qu'ils puissent gérer la transformation de leurs systèmes d'éducation afin de réaliser l'ODD 4, et pour leur permettre d'acquérir de futures compétences et d'appuyer les programmes nationaux de développement. Les efforts en vue de trouver les établissements universitaires capables de fournir une formation adéquate et les partenaires susceptibles d'appuyer cette formation se poursuivent.

Activités et progrès réalisés	Impact	Risques	Atténuation des risques
<p><b>1. Renforcer les capacités des ministères de l'éducation à analyser et à éliminer les contraintes systémiques qui entravent la mise en œuvre de manière équitable d'une éducation pertinente et de qualité et de possibilités efficaces d'apprentissage tout au long de la vie (conformément à l'ODD 4 transversal à toutes les cibles)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>L'Azerbaïdjan s'est joint aux pays partenaires du BIE qui appliquent le cadre de bilan-diagnostic de la qualité de l'enseignement général (GECAF). Les domaines clés pour lesquels un soutien est nécessaire ont été communiqués sur la base des analyses sectorielles existantes. Dans le même temps, l'équipe de pays utilise le GEQAF pour recenser et combler les lacunes en matière de connaissances analytiques et ajouter d'autres domaines prioritaires susceptibles d'apparaître.</li> </ul> <p><b>2. Apporter un appui technique au développement et à la mise en œuvre d'interventions pour éliminer les contraintes systémiques identifiées dans huit pays ayant déjà entrepris les analyses systémiques, en commençant par l'établissement de la liste des problèmes communs identifiés collectivement par les pays partenaires (conformément à l'ODD 4 transversal à toutes les cibles)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le Gabon, les Seychelles et le Swaziland ont achevé la mise au point de leurs programmes et plans d'action avec l'appui du BIE auquel se sont joints des experts internationaux et locaux. Un appui a également été apporté à l'Inde (États du Madhya Pradesh et du Meghalaya) pour la mise au point du programme dans un certain nombre de domaines. Un appui a été apporté à l'Afrique du Sud dans le domaine de l'EPPE pour lui permettre de mettre un point final à un plan d'action sectoriel. Le BIE apporte actuellement une aide – qui se terminera à la fin de décembre 2016 – à Oman pour la mise en œuvre de son programme et de son plan d'action.</li> </ul> <p><b>3. Actualiser et améliorer la base de données des pratiques prometteuses en matière d'amélioration systémique de la qualité de l'éducation et de l'efficacité de l'apprentissage (conformément à l'ODD 4 transversal à toutes les cibles)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La base de données recensant les pratiques prometteuses a été améliorée, en particulier dans le domaine du curriculum. En outre, le travail d'amélioration de la version Web du GEQAF a commencé et une version Web plus interactive et plus conviviale devrait être en place d'ici la fin de l'année. Toutefois, le travail technique de mise en œuvre commencera l'année prochaine.</li> </ul> <p><b>4. Concevoir, mettre en place et gérer divers programmes de formation pour renforcer le leadership technique dont les ministères de l'éducation ont besoin pour satisfaire aux exigences inhérentes à l'ODD 4, aux plans de développement nationaux et aux compétences du XXI<sup>e</sup> siècle</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les grandes lignes de cours de formation destinés à des responsables de haut niveau des ministères ont été mises au point et des discussions ont lieu actuellement avec une institution universitaire de grand renom au niveau international concernant le lancement de ces cours.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les capacités analytiques et opérationnelles des États membres à éliminer les contraintes imposées à leurs systèmes continuent de se renforcer ;</li> <li>La collaboration Sud-Sud continue aussi de se renforcer entre pays partenaires du GEQAF.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le rythme lent des pays participants et les fréquents changements à leur tête continuent de ralentir les progrès ;</li> <li>La pénurie de personnel au BIE a continué de constituer une sérieuse entrave.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'atténuation de ce facteur de risque s'est révélée hors du contrôle du BIE ;</li> <li>Soutien des efforts visant à mobiliser des contributions volontaires pour le BIE et à détacher du personnel.</li> </ul>

**5. En partenariat avec l'IJET et Google, aider les États membres à adopter une perspective technologique pour leurs systèmes d'éducation, en commençant avec quatre pays pilotes**

- Le BIE a apporté un appui aux pays partenaires dans plusieurs domaines, dont les TIC. En outre, un forum international intitulé « L'adoption d'une perspective des TIC en éducation et en apprentissage » s'est tenu à New Delhi (31 octobre-4 novembre) en vue de promouvoir l'apprentissage et la collaboration entre pairs. 14 pays ont participé au forum

## IV. Résultat escompté 2 du BIE, contribuant à l'axe d'action 3 [Résultat escompté 11]

*Une base de connaissances solide pour éclairer des prises de décision et des pratiques fondées sur des données probantes en matière de curriculum, d'apprentissage, d'enseignement et d'évaluation est mise en œuvre et appliquée*

En 2016, le BIE a considérablement renforcé son rôle de courtier en connaissances en vue de rendre les résultats des recherches de pointe largement accessibles à un grand nombre de décideurs et de praticiens. Le renforcement de ce rôle est capital pour distinguer le BIE en tant que chef de file intellectuel dans les domaines relevant de sa compétence, mais aussi pour maintenir les autres domaines de programmes et les services de formation et d'assistance technique du BIE à la pointe du savoir. Ainsi, en 2016, le BIE a axé son rôle de courtier en connaissances sur deux grands thèmes qui sont en rapport avec son mandat essentiel et contribuent à la réalisation de l'ODD 4 : l'apprentissage (en particulier la neuroscience de l'apprentissage) et la pertinence du curriculum vis-à-vis du développement (en particulier les compétences futures).

Le BIE a augmenté le nombre d'organisations intellectuelles prestigieuses sur lesquelles il peut compter. En partenariat avec l'Organisation internationale de recherche sur le cerveau (IBRO), il a commencé à traduire la recherche complexe sur la neuroscience de l'apprentissage en un langage et une présentation faciles à comprendre, en communiquant simplement les principaux résultats des travaux de recherche et en rendant parfaitement claires leurs implications pour les politiques et les pratiques. Pour répondre aux États membres qui ont de plus en plus besoin de son aide pour adopter des curricula fondés sur les compétences, le BIE élabore actuellement, en partenariat avec des universitaires spécialisés dans ce domaine, un document de référence à l'échelle mondiale sur les compétences futures, qui sera suivi de directives pour l'intégration de ces compétences dans les curricula ainsi que de directives destinées à l'enseignement, l'apprentissage et l'évaluation desdites compétences. L'établissement d'un répertoire de compétences, bien ancrées dans le changement global de paradigme curriculaire, est déjà bien avancé.

Le BIE a par ailleurs réorienté le contenu de ses actuelles publications phare, comme la revue Perspectives et la série d'ouvrages du BIE sur le curriculum, l'apprentissage et l'évaluation, pour les harmoniser davantage avec son mandat essentiel.

Activités et progrès réalisés	Impact	Risques	Atténuation des risques
<p><b>1. Renforcer et orienter la fonction de passeur de connaissances (conformément à la cible 4.1 de l'ODD 4)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le premier thème où le courtage en connaissances s'est intensifié est l'<i>apprentissage</i>, et en particulier la <i>neuroscience de l'apprentissage</i>. En partenariat avec l'Organisation internationale de recherche sur le cerveau (IBRO), le BIE a commencé à traduire les travaux de recherche sur la neuroscience de l'apprentissage et a créé avec l'IBRO une bourse sur la science de l'apprentissage pour soutenir et traduire les principaux travaux de recherche en neuroscience de l'apprentissage et du cerveau à l'intention des éducateurs, décideurs et praticiens. Le premier groupe de cinq chercheurs seniors a intégré le BIE en octobre 2016. Ils ont produit 30 documents d'information traitant des neuromythes et décrivant les principes essentiels de certains thèmes comme la neuroplasticité et le traitement numérique et les implications de ces thèmes pour l'apprentissage, l'enseignement et l'évaluation;</li> <li>La série sur l'apprentissage du personnel du BIE a également été lancée avec deux événements consacrés aux neurosciences de l'apprentissage. Ces événements ont été ouverts aux membres de la Genève internationale, et plus particulièrement aux attachés de diverses missions chargés des questions d'éducation ;</li> <li>Le second thème actuel est la <i>pertinence des curricula au regard du développement</i> et, en particulier, les <i>compétences futures</i> à intégrer dans les curricula, si l'on veut qu'elles soient utiles aux générations futures et pour relever les futurs défis du développement. Un document de référence de portée mondiale sur les compétences futures est en cours d'élaboration ; il sera communiqué aux principaux acteurs de l'éducation et validé par eux en 2017 ;</li> <li>Deux documents d'information sur l'apprentissage du curriculum et sur l'apprentissage tout au long de la vie et le curriculum ont été achevés ; ils résument les études effectuées sur le lien entre le curriculum et la pertinence de l'éducation au regard du développement dans le contexte de l'ODD 4 – Éducation 2030 et font ressortir les implications pour les politiques et les pratiques ;</li> <li>La revue <i>Perspectives</i> a été entièrement remaniée pour devenir une revue d'éducation comparée sur le curriculum, l'apprentissage et l'évaluation ; un numéro a été publié et trois autres sont en cours d'impression ;</li> <li>Deux livrets de la série <i>Pratiques éducatives</i> ont été publiés en partenariat avec l'Académie internationale de l'éducation : <i>Tasks, teaching, and learning: Improving the quality of education for economically-disadvantaged students</i> (sous presse) et <i>Guiding principles for learning in the 21st century</i> (sous presse) ;</li> <li>Un ouvrage intitulé <i>From exclusion to excellence: Building restorative relationships to create inclusive schools</i> (Michal Razer et Victor Friedman; IBE on Curriculum, Learning and Assessment, Sense Publishers, 2016) a été publié. Ce guide pratique pour la création de salles de classe inclusives a été salué par un éminent chroniqueur du <i>New York Times</i> comme étant une remarquable contribution à la recherche sur l'inclusion en matière d'éducation ;</li> <li>Un ouvrage est en cours d'impression : <i>Learning to educate: Proposals for the reconstruction of education in developing countries</i> (Noel F. McGinn et Ernesto F. Schiefelbein, IBE on Curriculum, Learning and Assessment, Sense Publishers, 2017) ; deux autres sont en préparation (publication prévue en 2017) : <i>Teaching and learning literacy in the 21st century</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'excellence des contributions du BIE est reconnue en dehors du monde de l'éducation, par le chroniqueur du <i>New York Times</i> par exemple ;</li> <li>L'accès à des connaissances de pointe dans des domaines relevant de la compétence du BIE est nettement amélioré (impact à vérifier) ;</li> <li>Les partenariats avec de prestigieuses universités de recherche sur l'apprentissage se développent ;</li> <li><i>Perspectives</i> est diffusée à 7 880 institutions dans le monde. 99 792 téléchargements ont été effectués en 2016 (chiffres disponibles jusqu'en octobre 2016) ;</li> <li><i>Perspectives</i> a été traduite et imprimée en anglais, arabe et mandarin, ce qui élargit l'accès à cette revue.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ressources financières insuffisantes pour soutenir le courtage en connaissances ;</li> <li>La sévère pénurie de ressources humaines continue de limiter les progrès dans tous les projets de courtage en connaissances et de gestion ;</li> <li>Atteindre un public ciblé demeure problématique, surtout dans les pays non anglophones.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des mécanismes de financement novateurs ont été identifiés (par ex. bourses cofinancées par IBRO), offrant aussi un financement pluriannuel plus flexible et plus prévisible ;</li> <li>Le BIE a soutenu les efforts visant à identifier les institutions désireuses de traduire <i>Perspectives</i> et d'autres publications dans toutes les langues des Nations Unies (sans qu'il en coûte au BIE).</li> </ul>

et *Humanitarian education in curriculum, policy and practice: From complex emergency response to national reconstruction* ;

- Le cycle de conférence, *IBE Learning Series*, a été lancé ; elle comprend des colloques organisés par d'éminents spécialistes sur des thèmes intéressant le BIE et la Genève internationale dans son ensemble : les STEM et le développement de la petite enfance, la recherche sur le cerveau et l'apprentissage, les compétences futures pour le XXI<sup>e</sup> siècle, etc

## 2. Renforcer la fonction de centre d'information et d'échanges du BIE (conformément à la cible 4.1 de l'ODD 4)

- 26 alertes toutes les 2 semaines, 4 condensés et une alerte thématique ont été élaborés, publiés et diffusés en mettant l'accent sur le curriculum, l'apprentissage, l'enseignement et l'évaluation ;
- 68 curricula traités et en attente d'être ajoutés à la collection de curricula en ligne, lorsque les problèmes de compatibilité technique seront résolus au siège. 99 nouvelles notices ont été ajoutées à IBEDOCS et 1 180 notices ont été révisées ;
- 700 autres manuels scolaires ont été ajoutés à la collection des manuels scolaires historiques du BIE. Une société de logiciels pour les bibliothèques a été engagée pour développer l'accès en ligne de la collection de manuels scolaires et des archives historiques du BIE entre 1925 et 1969. Quatre lots de manuels scolaires ont été préparés en vue de leur numérisation – 1 100 livres déjà numérisés et 140 boîtes d'archives préparées pour la numérisation.

- La pénurie de personnel continue de ralentir les projets liés au centre d'information et d'échanges.

- Un consultant junior est recruté pour élaborer des alertes et des condensés et un documentariste s'occupe du projet de numérisation.

## V. Conférence internationale de l'éducation (CIE)

Comme cela a été décidé lors de la dernière session du Conseil, le Bureau du Conseil a reçu les rapports sur les consultations du Président et des Vice-Présidents avec leurs groupes électoraux sur le cofinancement de la CIE, qui doit se tenir à Genève. Aucun groupe électoral n'a proposé de cofinancer la CIE. La République de Lettonie (Groupe II : États d'Europe orientale) s'est déclarée disposée à détacher un expert de haut niveau pour appuyer les préparatifs de la CIE et l'organisation de ses sessions.

Le Bureau du Conseil s'est demandé s'il était justifié de considérer la CIE comme prioritaire alors que les programmes essentiels du BIE pâtissent d'un financement sérieusement limité.

Dans ces circonstances, le Bureau du Conseil a décidé de recommander au Conseil de laisser en suspens les discussions sur la CIE jusqu'à ce que le pays hôte puisse fournir les ressources nécessaires à la tenue de cette importante conférence de l'UNESCO.

## VI. Développement institutionnel et organisationnel (fonction de renforcement des capacités du BIE)

En 2016, les efforts visant à renforcer la capacité du BIE à fournir des services continueront de porter sur : i) l'accroissement des contributions volontaires des États membres, à commencer par les membres du Conseil du BIE, ii) l'obtention du soutien et des ressources nécessaires pour organiser une réunion des pays susceptibles d'apporter des contributions volontaires au BIE, en dehors des pays représentés au Conseil, iii) le détachement de personnel qualifié, en commençant par des membres du Conseil du BIE, iv) la poursuite de l'élargissement de la base et de l'augmentation du prestige des partenaires techniques et financiers, et iv) la poursuite de la diversification des partenariats stratégiques au-delà des États membres.

Activités et progrès réalisés	Impact	Risques	Atténuation des risques
<p><b>1. Mobiliser les membres du Conseil du BIE et les États membres pour qu'ils apportent des contributions volontaires qui serviront à renforcer la capacité du BIE à fournir des services</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La République du Nigéria a maintenu sa contribution volontaire à 100 000 USD tandis que la Suisse a réduit la sienne, qui est passée de 600 000 USD à 500 000 USD ;</li> <li>• Aucun autre pays membre du Conseil du BIE ne s'est engagé à fournir des contributions volontaires ;</li> </ul> <p>Le Secrétariat du BIE a établi une liste de 17 pays susceptibles d'apporter des contributions volontaires et tous ont été sollicités par l'intermédiaire de leur délégation permanente. Cinq d'entre eux n'ont jamais répondu au premier appel, six ont répondu négativement, des consultations sont toujours en cours avec cinq autres pays et un pays, la République des Seychelles, a confirmé qu'il était disposé à fournir une contribution annuelle de 100 000 USD pendant les cinq prochaines années, à compter de 2017.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les États membres ont de plus en plus d'occasions de connaître le travail et le rôle du BIE et de reconnaître l'importance de son travail.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Si le nombre limité de contributeurs volontaires n'évolue pas, cela finira par nuire aux activités futures du BIE.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenir le dialogue avec les contributeurs potentiels.</li> </ul>
<p><b>2. Accueillir une réunion des États membres susceptibles d'apporter des contributions volontaires au BIE</b></p> <p>Une telle réunion n'est pas encore à l'ordre du jour car le Secrétariat du BIE cherche toujours à atteindre un seuil d'au moins six pays qui seraient disposés à apporter des contributions. En outre, le personnel limité du BIE s'est employé à établir un solide programme qui peut se révéler attractif et convaincant pour des contributeurs potentiels. Cet objectif est maintenant atteint.</p>			
<p><b>3. Soutenir les efforts tendant à inciter les États membres à détacher du personnel qualifié</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le mandat concernant le personnel détaché et les directives de l'UNESCO relatives aux détachements ont été envoyés une nouvelle fois aux membres du Bureau du Conseil ainsi qu'aux pays du CCG recommandés par le Président du Conseil</li> </ul>		<p>Les États membres continuent de ne pas détacher de personnel auprès du BIE</p>	

#### 4. Améliorer la communication et l'image extérieure sur le site Web du BIE (conformément à la cible 4.1 de l'ODD 4)

- Même s'il a besoin d'être amélioré, le site Web est géré efficacement et il est conforme aux directives de l'ONU sur l'accessibilité et le multilinguisme, à la stratégie d'information du public de l'UNESCO et aux normes relatives au Web, en vue de conserver et diffuser les connaissances créées et/ou transmises par le BIE d'une manière plus efficiente et effective ;
- Le contenu du site Web est actualisé en ce qui concerne la vision, la mission, les projets, les photographies, la gouvernance et les membres du personnel. Un remodelage du site est prévu en 2017 pour permettre l'interactivité, la participation et le dialogue ;
- Un consultant en communication numérique a été recruté ;
- Plus de 40 nouvelles ont été produites, éditées et publiées en ligne. Des documents de communication connexes ont été diffusés en temps utile. 80% du contenu en ligne est consultable en anglais, français et espagnol, et au moins 20% en arabe, russe et chinois. Un partenariat a été établi en matière de communications avec le secteur de l'éducation de l'UNESCO, le Rapport mondial de suivi sur l'éducation et l'ONUG ;
- L'exposition sur le BIE est toujours en place à l'ONUG ;
- Le premier numéro de IBE IN FOCUS, le magazine annuel du BIE, a été imprimé. Le magazine est désormais en ligne. Il est aussi largement distribué à toutes les parties prenantes clés ;
- En outre, le magazine commence à bénéficier d'emplacements stratégiques, surtout pour un premier numéro : salon du protocole de l'aéroport de Genève, salons business class de Swiss Airlines à Genève et Zurich, salons business class des vols domestiques et internationaux de South African Airways et image d'écran dans toutes les classes, salon VIP du Monaco Yacht Club, salon VIP du Montreux Jazz Festival et salon à cigares de La Réserve à Genève.

- Entre janvier et novembre 2016, 245 000 visiteurs ont consulté le site Web. Pour suivre la tendance actuelle, le site optimisé pour les téléphones portables prend de plus en plus d'importance (actuellement, plus de 20% des visiteurs utilisent un portable, ce qui représente une augmentation de 10% par rapport à 2015).
- Site Web : 213 000 utilisateurs l'an dernier dont 78% de nouveaux venus. Lieux : Amérique du Sud et du Nord, Europe et Asie.
- Médias sociaux : Twitter : le nombre d'abonnés a atteint 1800 et les impressions ont augmenté de 300% (moyenne mensuelle passant de 30 000 à plus de 90 000). Les mentions faites par les partenaires ont augmenté de 37%. Facebook : 1261 likes.
- La visibilité du BIE en tant que membre de la Genève internationale s'est accrue (impact à vérifier).

- Une partie importante du contenu du site Web n'est pas disponible dans au moins quatre langues de l'UNESCO, ce qui peut limiter considérablement l'accès à des produits essentiels.

- Forger des partenariats et mobiliser des ressources afin d'assurer un site Web multilingue efficace.

#### 5. Soutenir les efforts visant à accroître et à diversifier les partenaires stratégiques du BIE en mettant l'accent sur :

- Le secteur privé
  - Phase I de l'Accord de projet Google/BIE-UNESCO mis en œuvre pour appuyer le développement d'une éducation de qualité dans les pays partenaires du GEQAF ;
  - Phase I de l'Accord de projet NESTLE/BIE-UNESCO mis en œuvre pour appuyer le développement de politiques et de curricula relatifs à l'EPPE au Cameroun, aux Seychelles et au Swaziland.
- Les fondations et institutions philanthropes
  - Mise en œuvre d'un accord de partenariat entre le Hamdan Bin Rashid Al-Maktoum Award for Distinguished Academic Performance et le BIE-UNESCO pour soutenir le Diplôme en conception et développement du curriculum dans la région arabe en 2016 ;

- Le statut du BIE en tant que partenaire crédible et prestigieux s'améliore nettement, comme le prouve l'augmentation du nombre de partenaires prestigieux
-

- Dubai Cares a fourni 963 000 USD pour aider le BIE à fournir un appui technique au développement de l'EPPE dans quatre pays.
- Les institutions spécialisées dans des domaines relevant de la compétence du BIE
  - Collaboration avec l'Institut pour le développement du curriculum des Pays-Bas – SLO – pour appuyer le processus de réforme curriculaire en Afghanistan ;
  - collaboration avec l'Institut du développement du curriculum du Kenya (KICD) pour renforcer les capacités institutionnelles et les conseils sur le terrain concernant le processus de réforme curriculaire.
- Les institutions académiques et les instituts de recherche
  - Mémoire d'accord signé avec l'IBRO pour aider financièrement et techniquement la création de bourses pour des chercheurs en neurosciences de l'apprentissage ;
  - Coopération avec des universités (plans de travail avec HBMSU/EAU, OUT/Tanzanie, VMU/Lituanie et UCU/Uruguay) pour la mise en œuvre de sessions du Certificat/Diplôme/Master en conception et développement du curriculum ;
  - Collaboration avec le Conseil national pour la recherche et la formation en éducation (NCERT, New Delhi) en vue d'organiser un forum international sur les perspectives des TIC en éducation (tenu en novembre) ;
  - Signature d'un accord de coédition avec la Société pour la planification de l'enseignement public (Japon)/BIE-UNESCO pour la traduction en japonais de la banque de ressources à l'appui de l'éducation inclusive du BIE.
- Les réseaux professionnels
  - Réseau mondial du curriculum BIE-UNESCO (GCN) couvrant 127 pays ;
  - Réseau des Alumni du Diplôme BIE-UNESCO comprenant 248 participants des régions Afrique et Amérique latine et Caraïbes.
- Les organismes multilatéraux et bilatéraux
  - Mémoire d'accord avec l'Internationale de l'éducation pour soutenir la mise en œuvre du Master en curriculum pour l'Afrique.
- Les sociétés civiles reconnues par l'UNESCO
  - Mémoire d'accord avec RISE pour collaborer à l'EPPE ;
  - Mémoire d'accord avec l'ICD pour collaborer à la promotion des valeurs universelles dans l'éducation en partageant une expertise en matière d'élaboration de programmes d'étude et de matériels d'apprentissage et d'exécution de programmes de formation.
- Le Siège et les bureaux hors siège de l'UNESCO
  - Partenariats avec : ED/IPS/IGE au Siège sur l'éducation inclusive ; ED/ESC/TED au Siège sur le Diplôme/Master relatif au curriculum ; ED/ESC/PCR au Siège sur l'éducation des jeunes ; ED/MEM au Siège sur l'EDD et l'ECM.
- Les instituts et réseaux de l'UNESCO
  - IIEP-BIE : PEIC
  - BIE-IIEP-BA-Siège : éducation des jeunes
  - UIL-IIEP-BIE ESP Tanzanie

MGEIP-Siège-BIE : prévention de l'extrémisme violent au moyen de conférences sur l'éducation  
 MGEIP-Bureau de Bangkok-BIE : étude sur l'éducation à la citoyenneté mondiale  
 BIE-IIET : les TIC dans l'éducation, y compris la numérisation des curricula  
 BIE-ISU : cartographie des curricula pour appuyer le suivi des cibles 4.1 (mathématiques et lecture seulement), 4.4 et 4.7 de l'ODD 4, élaboration d'indicateurs sur l'amélioration de la participation des filles aux STEM  
 BIE-APCEIU : cartographie de l'ECM dans les curricula  
 UIL-IICBA (CapED Mali)  
 UIL-IICBA (CapED Ouganda)  
 UIL-IITE (Projet Microsoft)  
 IIEP-UIL: CapEFA DRC  
 UIL-ISU-OCDE : cadre d'évaluation mondiale de l'alphabétisation  
 UIL-IIEP-ISU-BIE Alliance mondiale pour le suivi de l'apprentissage  
 EP-ISU : comptes nationaux de l'éducation.

- Les institutions des Nations Unies et autres organisations intergouvernementales
  - Accord de coédition OCDE/UNICEF-LACRO/BIE-UNESCO concernant la version espagnole (l'accent étant mis sur la région Amérique latine et Caraïbes) de la publication de l'OCDE *The Nature of Learning: Using Research to Inspire Practice* (La nature de l'apprentissage : Utiliser la recherche pour inspirer la pratique).
- Les ministères de l'éducation des États membres
  - Accord de projet fonds en dépôt Malaisie/UNESCO – BIE-UNESCO pour appuyer le développement de la formation aux STEM au Cambodge, au Kenya, au Nigéria et au Vietnam.

#### 6. Soutenir les efforts en vue d'instaurer des mécanismes de recrutement économes en ressources

- Toute une gamme de mécanismes ont été utilisés pour rendre le recrutement du personnel plus rationnel. En plus des stagiaires et des consultants réguliers, le BIE a aussi créé des postes de boursiers seniors, de consultants juniors et de consultants de niveau intermédiaire de longue durée ;
- La capacité du BIE à fournir des services est améliorée au moyen d'une initiative pour des centres de bonnes pratiques qui s'appuient sur l'excellence des États membres dans divers domaines de collaboration. Ces centres ont entre autres responsabilités celle de fournir une assistance technique et des forums pour l'apprentissage entre pairs à d'autres pays. Les Seychelles offrent le centre le plus avancé et deux autres sont en cours de création ;
- Un spécialiste de programmes de niveau supérieur P5 (GEQAF), 5 chercheurs seniors (spécialistes en neurosciences), 3 consultants de longue durée (curriculum, compétences et communications), 3 consultants juniors et 15 stagiaires ont été recrutés en 2016.

- Le BIE doit fournir un programme de travail qu'une grande institution assumerait d'ordinaire du fait de ces approches novatrices de mobilisation des ressources techniques

- Bien qu'elle soient novatrices, ces approches ne peuvent remplacer le personnel permanent de base qui est nécessaire mais n'existe toujours pas au BIE.

## VII. Données budgétaires

Les taux d'exécution ci-après sont ceux du 31/10/2016.

## Annexe 1 ODD 4 et cibles

### ODD 4: Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

- Cible 4.1 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, qui débouche sur un apprentissage véritablement utile
- Cible 4.2 D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons aient accès à des activités de développement et de soins de la petite enfance et à une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire
- Cible 4.3 D'ici à 2030, faire en sorte que les femmes et les hommes aient tous accès dans des conditions d'égalité à un enseignement technique, professionnel ou tertiaire, y compris universitaire, de qualité et d'un coût abordable
- Cible 4.4 D'ici à 2030, augmenter considérablement le nombre de jeunes et d'adultes disposant des compétences, notamment techniques et professionnelles, nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat
- Cible 4.5 D'ici à 2030, éliminer les inégalités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle
- Cible 4.6 D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et une proportion considérable d'adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter
- Cible 4.7 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence, de la citoyenneté mondiale et de l'appréciation de la diversité culturelle et de la contribution de la culture au développement durable
- Cible 4.a Faire construire des établissements scolaires qui soient adaptés aux enfants, aux personnes handicapées et aux deux sexes ou adapter les établissements existants à cette fin et fournir un cadre d'apprentissage effectif qui soit sûr, exempt de violence et accessible à tous
- Cible 4.b D'ici à 2020, augmenter considérablement à l'échelle mondiale le nombre de bourses d'études offertes aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, aux petits États insulaires en développement et aux pays d'Afrique, pour financer le suivi d'études supérieures, y compris la formation professionnelle, les cursus informatiques, techniques et scientifiques et les études d'ingénieur, dans des pays développés et d'autres pays en développement
- Cible 4.c D'ici à 2030, accroître considérablement le nombre d'enseignants qualifiés, notamment au moyen de la coopération internationale pour la formation d'enseignants dans les pays en développement, surtout dans les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement